

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du " Manifeste communiste " à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

11^{me} ANNEE — N° 142

LE NUMERO :

Du 15 au 28 Janvier 1973

0,80 F

LE XX^{me} CONGRÈS DU P. C. F.

L'image d'un parti « sérieux », « responsable », « prêt à participer au gouvernement », c'est, l'« Humanité » le souligne avec satisfaction, ce que la bourgeoisie dans son ensemble a retenu du XX^e Congrès du P.C.F. Le P.C.F. prend figure d'un honnête parti bourgeois, et est le premier à s'en réjouir.

« Le P.C.F. semble donc vouloir tourner une page de son histoire... Que les socialistes pour la première fois depuis la scission de Tours, après 52 ans d'absence, acceptent de déléguer un représentant à ce Congrès communiste, est en tout cas un signe qui tendrait à démontrer que la situation a changé », écrit le « Figaro ». Quant au « Monde », qui prend note du « ton nouveau » du P.C.F., il ajoute : « Jamais un leader communiste français n'a chanté un tel hymne à la démocratie ».

Que la bourgeoisie se félicite d'une telle évolution et enregistre chaque pas du P.C.F. en ce sens n'a rien de surprenant. Elle ne peut que souhaiter la constitution d'un large parti d'opposition « constructive », à l'image du Labour Party, qui se prête au jeu de l'alternance démocratique.

Que le P.C.F. range au nombre de ses victoires le fait d'être parvenu à donner une telle image de marque, n'est pas non plus pour nous surprendre : c'est en effet la consécration de sa longue politique de collaboration de classe, et nous ne le contredirons pas quand il revendique sa « fidélité à la ligne unitaire » qu'il a toujours défendue. Les faits montrent qu'il y a eu une parfaite continuité dans l'action et dans la fonction du P.C.F. chaque fois que l'Histoire lui a donné la possibilité de passer aux actes, c'est-à-dire de jouer un rôle historique. N'ayant jamais accepté totalement les positions fondamentales du communisme révolutionnaire, profitant du recul du mouvement prolétarien international après les années 21-22 pour accroître la distorsion entre sa pratique réformiste et sa phraséologie sois-disant marxiste, dans une situation où l'Internationale, du fait de ses erreurs tactiques et organisationnelles, s'était ouverte aux influences sociales contre-révolutionnaires qui accélèrent la dégénérescence générale du parti ouvrier, premier à accepter et à mettre en œuvre les positions produites par cette dégradation, le P.C.F. a parfaitement rempli la seule et unique fonction de l'opportunisme, la liquidation du prolétariat comme classe protagoniste de l'Histoire.

Effectivement, les « grandes dates » de l'histoire du P.C.F., sont aussi les dates des grandes défaites du mouvement ouvrier. Défaites qui ont parfaitement cristallisé la fonction contre-révolutionnaire du P.C.F., qui a réalisé particulièrement à ces époques la division la plus grande du prolétariat, l'accentuation de la concurrence des ouvriers entre eux (seule base de la domination de la bourgeoisie, dit le Manifeste de 1848), l'émiettement du prolétariat dans la masse informe du peuple, sa soumission à l'idéologie et aux institutions bourgeoises.

Telles ont été et seront les seules bases de l'« unité » tant prônée par le P.C.F. : l'unité de tout le peuple, qui repose sur la dissolution du prolétariat comme classe, l'unité cimentée par l'idéologie nationale, chau-

vine, démocratique et purement bourgeoise. 1936, la Résistance, l'après-guerre des ministres « communistes », et maintenant l'union populaire, en sont les grandes illustrations.

De façon plus générale, il serait tout à fait vain de vouloir établir une différence entre les partis opportunistes selon la plus ou moins grande quantité de radicalisme affiché dans leur programme, la reconnaissance plus ou moins ouverte des principes bourgeois. L'opportunisme, en effet, n'a pas de programme propre, le seul programme qui soit le sien, c'est celui de la conservation bourgeoise. Ce qui le caractérise fondamentalement, c'est sa fonction historique : empêcher que les luttes du prolétariat ne débordent du cadre bourgeois. C'est pour remplir cette fonction qu'il utilise selon les circonstances un masque radical et violent, ou bien découvre son vrai visage pacifiste et démocratique.

C'est cette invariance historique de l'opportunisme que nous avons toujours soulignée, en montrant que l'approfondissement de la tranchée de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie au cours du processus révolutionnaire, a pour condition l'existence d'un parti communiste au programme indivisible qui aura su creuser inlassablement le fossé entre lui et tous les autres groupes ou mouvements se réclamant de la classe ouvrière sans en défendre le programme. En aucune façon, l'opportunisme ne doit être considéré comme l'aile droite du mouvement ouvrier, mais comme l'agent de la bourgeoisie en son sein.

C'est pourquoi nous rejetons résolument tout frontisme avec de tels partis, quand bien même il serait « tactique ».

Mais s'il est vrai qu'il ne saurait y avoir de degré dans l'opportunisme, l'histoire montre également que les partis opportunistes sont amenés toujours plus à se débarrasser de leur couverture révolutionnaire, car les partis, et les partis opportunistes n'échappent pas à cette règle, sont des réalités matérielles et historiques, et par là même le résultat de leur propre praxis. C'est ainsi que nous voyons le P.C.F. se retrouver aujourd'hui ouvertement sur les positions de la II^e Internationale, en reprenant à son compte le pacifisme, le réformisme économique et politique dans les termes mêmes de Kautsky, et fêter ses retrouvailles avec la S.F.I.O.

Certes, ce ne sont pas les scrupules révolutionnaires du P.C.F. qui ont fait jusqu'à présent obstacle à l'unité de la Gauche. Celle-ci a d'ailleurs pu parfaitement se réaliser en 36 et en 45, lorsqu'il s'agissait de se porter au secours de la Démocratie et de la Nation, c'est-à-dire de l'ordre bourgeois et de l'Etat bourgeois. Mais comme l'explique le P.C.F., l'unité ainsi constituée n'a jamais réussi à déboucher sur une alliance stable, ni à établir une alternative durable de relève gouvernementale. C'est qu'il existait jusqu'à présent

des obstacles, dont le principal tenait aux liens respectifs du P.C.F. et de la S.F.I.O. avec les impérialismes russe et US. Ce qui séparait les deux partis, ce n'était pas un dernier attachement du P.C.F. à l'internationalisme prolétarien s'opposant au social-chauvinisme de la S.F.I.O. ; le P.C.F. ne pourra en effet jamais surpasser les garanties de nationalisme bon teint qu'il a pu donner lors de la deuxième guerre mondiale ; la divergence, en réalité, se situait sur le terrain bourgeois des alliances inter-impérialistes. L'inauguration récente d'une ère de détente internationale par l'ouverture des marchés de l'Est aux capitaux américains fait de la guerre froide un épisode révolu. Alors que la première, la bourgeoisie française, soucieuse de ne pas manquer le festin, déclare bien haut que l'anti-soviétisme n'est plus de mise, il n'y a plus lieu de reprocher au P.C.F. ses affinités pour l'U.R.S.S.

L'autre facteur de rapprochement entre les deux partis, c'est cette « évolution démocratique » que le P.C.F. a opérée depuis plusieurs années et que reconnaît la S.F.I.O., qui feignait jusqu'alors de s'effrayer de la phrase violente du P.C.F., et de le prendre pour un parti totalitaire vi-

sant à la dictature de classe. Le rejet ouvert par le P.C.F. dans les moyens et dans les buts de toute forme qui puisse rappeler la violence de classe, fait que les deux partis parlent aujourd'hui un langage identique. Il aura en effet fallu des années pour effacer des traditions du prolétariat le souvenir des positions de classe que la III^e Internationale avait restaurées sur la montée révolutionnaire qui ébranla le monde lors de la crise capitaliste du premier après-guerre. Pendant toute cette période, le P.C.F. devait nécessairement parler, les grands jours, de la guerre de classe et de la révolution, même s'il expliquait le reste du temps que la lutte pour le but final devait être ajournée au profit d'objectifs plus urgents : la lutte anti-fasciste, la défense de la patrie, la reconstruction nationale. Qu'il puisse aujourd'hui abandonner jusqu'à la dernière apparence de violence révolutionnaire signifie seulement que la contre-révolution a pénétré à ce point le prolétariat d'idéologie démocratique et réformiste que cette phraséologie n'est même plus nécessaire à l'opportunisme pour jouer son rôle auprès du prolétariat ; au contraire, elle est devenue une entrave à la conquête de la clientèle petite-bourgeoise.

Mais nous, qui savons que le capitalisme crée lui-même les conditions qui, inéluctablement, jetteront le prolétariat dans le combat pour la destruction de la société bourgeoise et le pousseront à reprendre ses armes de lutte, son programme et son parti, nous ne pouvons que nous réjouir de voir l'opportunisme se démarquer aujourd'hui plus clairement que jamais du programme communiste : l'évolution des partis opportunistes est irréversible ; ils sont l'expression politique de forces sociales conservatrices, et pour en défendre le programme de conservation bourgeoise, ils ont dû adopter tant une pratique qu'une structure organisationnelle qui ne peuvent plus leur permettre de remplir ce rôle unique et unique fonction. Le rôle historique de l'opportunisme étant de tenter d'empêcher le prolétariat de s'organiser autour de son parti et de permettre par là son écrasement, il le remplira d'autant plus difficilement qu'il aura mieux montré auparavant sa véritable nature et qu'il aura plus clairement formulé son programme bourgeois.

Plus profonde aura été la contre-révolution, plus puissante sera la reprise.

APRÈS LES ÉLECTIONS ALLEMANDES

Victoire du philistinisme démocratique

Willy a gagné ! Pour la première fois depuis la guerre, la social-démocratie allemande a obtenu la majorité des sièges et a consolidé au Parlement le pouvoir qu'elle avait, en 1969, « chipé » à la démocratie chrétienne, grâce à la manœuvre qui consistait à la devancer dans l'alliance avec les libéraux.

Sur cette base était né un gouvernement instable qui avait perdu en chemin divers collaborateurs et semblait aller inévitablement à la faillite. L'« Ostpolitik » du nouveau chancelier ne donnait pas les résultats espérés, parce qu'elle semblait destinée à créer seulement des rapports de « bon voisinage », mais non les nouveaux débouchés que le capital allemand demandait. Il pouvait sembler, donc, que le capital voulait enlever la charge de son administration nationale au social-démocrate Brandt ; mais il suffisait de suivre la polémique du concurrent démocrate chrétien au fauteuil suprême pour comprendre que l'Allemagne de Bonn n'avait pas le choix : si peu assurée, si pauvre en résultats enthousiasmants et en succès économiques immédiats qu'elle fût, la voie suivie ne pouvait être que celle de l'ouverture à l'Est, de la reconnaissance de fait de l'Allemagne de l'Est (dosée de façon plus « juste » et négociée plus habilement, selon les vœux des opposants), et d'une petite place à l'O.N.U. partagée avec elle.

Pour toutes ces raisons, le chancelier Brandt a pu se présenter comme le chancelier de la paix et de la détente. Malgré tout, la voie de la « bonne volonté » est apparue au petit bourgeois allemand comme une voie que l'on pouvait poursuivre, une voie dans laquelle, en définitive, on pouvait espérer gratter quelques centimes. Pour le petit-bourgeois, il est bien sûr impossible de comprendre que cette voie est en même temps la voie des futurs antagonismes entre Etats, des futures crises internationales, de la future (si la révolution ne l'arrête pas) guerre impérialiste pour le contrôle des marchés et des matières premières.

Et, en effet, la victoire du social-démocrate Brandt est une victoire de plus de la social-démocratie dans la conquête de l'électeur-

type, du facteur dominant par excellence des élections, du pivot de l'opinion publique et de son « bon sens », en bref du philistin petit-bourgeois.

Comme dans toute élection qui se respecte, l'astuce principale consiste à démontrer à cet électeur qu'on est son véritable représentant, le véritable modéré, le vrai parti de l'ordre, le vrai défenseur de la propriété, de l'économie en général, de la prospérité, et il semblait impossible au parti social-démocrate qu'après ses quatre ans de pouvoir, l'électeur ne s'en soit pas rendu compte. Il peut désormais se déclarer satisfait. La grande-bourgeoisie l'avait compris depuis longtemps, mais la masse petite-bourgeoise, dominée par l'insécurité, méfiante, n'en était pas encore persuadée : de là le spectacle grotesque d'un parti social-démocrate qui, après la première guerre mondiale, janvier 1919, la reconstruction du second après-guerre, l'appui aux syndicats les plus « compréhensifs », etc..., doit encore faire des efforts pour soutenir sa « crédibilité » (selon l'expression courante) envers l'électorat, à qui il doit encore démontrer qu'il est là pour ça, qu'il est là pour perpétuer l'existence du capitalisme, du nationalisme à travers ses métamorphoses, de l'économie bourgeoise et du marché avec tout son cortège de marchands, d'intermédiaires, de savants, de sociologues, d'organiseurs de la production matérielle et intellectuelle, de curés plus ou moins satisfaits et de policiers. Un parti qui doit encore donner l'assurance qu'il n'est pas destiné à gouverner seulement en période d'inflation, comme dans la république de Weimar (et, pour la petite-bourgeoisie, l'inflation est l'incarnation du Mal !).

Et la social-démocratie de se démener pour démontrer que le

vrai parti bourgeois et national, c'est justement elle, que l'héritière du « Deutschland über alles », c'est elle, avec son affiche de propagande : « Allemands, nous pouvons être fiers de notre pays », ou avec des déclarations du type : « Nous, sociaux-démocrates allemands, nous ne sommes ni britanniques, ni russes, ni américains, ni français. Nous sommes les représentants du peuple travailleur allemand, et donc de la nation allemande ». Et le prix Nobel de la Paix, dans une déclaration télévisée, a dit à ses opposants (mais il s'adressait à toute la « nation ») : « Est-il possible que vous n'ayiez pas encore compris que si nous n'étions pas là, l'extrémisme politique finirait par tomber sous l'influence de mouvements illégaux, comme cela arrive dans d'autres pays ? ».

Est-il possible, demandons-nous, que l'on n'ait pas encore compris que la fonction de la social-démocratie est de neutraliser, derrière un programme qui parodie honteusement la tendance historique de la lutte des classes vers le socialisme, toute tentative, même embryonnaire, du prolétariat pour se libérer de l'esclavage du travail salarié ? C'est ce que feront toujours la social-démocratie, le réformisme stalinien et les national-socialismes de toute espèce, et, dans ce rôle, les sociaux-démocrates se révèlent bien supérieurs aux conservateurs classiques, car ils offrent de plus sûres garanties que la future vague révolutionnaire sera combattue avec des moyens plus efficaces et plus féroces, comme le furent les spartakistes, abattus par une répression d'autant plus violente qu'elle se parait de couleurs progressistes.

De la victoire de Brandt, cependant, nous retenons cette indication importante : la social-démocratie a conquis la confiance de la petite-bourgeoisie. Puisse le prolétariat réaliser, finalement, de quoi il s'agit, et en tirer les leçons nécessaires pour l'inéluctable révolution à venir !

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h. à 19 h., et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 14 h. 30 à 17 h. 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Les promesses du "programme commun"

(La première partie de cet article a paru dans notre n° 140)

Démagogie bourgeoise du programme commun

Dans le « programme commun », commençons par distinguer ce qui est projet réel de ce qui n'est que démagogie pure et simple. Comme programme électoral, en effet, le Programme Commun doit forcément comporter bon nombre de promesses mirifiques adressées soit à des classes spécifiques, soit à l'ensemble de la « Nation ».

Mettons donc de côté toutes ces assurances données à la petite bourgeoisie : petits paysans, artisans et commerçants, petites et moyennes entreprises. Il est vital pour la bourgeoisie de s'assurer l'appui de ces couches, aussi n'est-il pas de parti — depuis l'U.D.R. jusqu'à l'Union de la Gauche — qui ne cherche à des rassurer en leur promettant l'appui d'un gouvernement qu'il dirigeait. Les moyens proposés sont les mêmes pour tous : allègement de la fiscalité, crédits, etc... Il s'agit de leur cacher qu'en réalité le capital continuera de les écraser inexorablement, vérité que seuls les révolutionnaires communistes ont intérêt à dévoiler.

Il faut également mettre de côté les répugnances et angéliques couplets sur l'Europe, sur le respect de la Charte de l'O.N.U. (soit-disant garantie de la coexistence pacifique), sur le « droit des Nations à disposer d'elles-mêmes » et autres cantiques. En 1946-47 le P.C.F. était d'accord avec la bourgeoisie pour mettre un terme « aux provocations fascistes qui entraînent manifestations et répression, pour maintenir dans la paix et l'égalité des droits ». L'Union française ! Aujourd'hui, le P.C.F. cherche à faire oublier son enthousiasme d'antan pour l'accès des colonies au statut de départements français en se prononçant héroïquement pour « le droit à l'auto-détermination des peuples des D.O.M. et des T.O.M. » (p. 183 ; toutes les citations du Programme Commun sont tirées de l'édition de 1972 des Editions Sociales). C'est que les temps changent : l'époque

La défense de l'Etat

La seule mention faite dans le Programme Commun du Front Populaire est là pour rassurer la bourgeoisie sur la fidélité de l'Union de la Gauche à l'Etat : « Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits conformément à la législation établie en 1936 » (page 149). Voilà qui n'a rien de démagogique ni d'équivoque : il ne sera toléré aucune tentative de détruire l'Etat bourgeois !

L'exploitation du travail salarié ne saurait en effet s'effectuer sans un pouvoir politique solide, un « pouvoir spécial de répression » privant le prolétariat de moyens de combat dans sa lutte contre ses oppresseurs : un pouvoir donc qui assure les conditions générales de cette exploitation du travail salarié que le P.C.F. n'entend pas détruire mais rationaliser.

Quel était, selon Blum, le grand mérite du Front Populaire, sinon celui d'avoir su conserver intact le pouvoir de l'Etat bourgeois : en tolérant les occupations d'usine, en manœuvrant pour que le prolétariat y reste barricadé, on s'assurait que le calme régnait dans la rue ; dès lors, il n'y avait plus péril pour l'Etat.

De même, le pire aspect de l'action anti-ouvrière du P.C.F. à la

La programmation économique de l'opportunisme

L'idéologie démocratique a certes une influence considérable sur le prolétariat, et surtout sur l'actuelle génération prolétarienne que cinquante ans de contre-révolution ont bien réussi à couper de son programme de classe. Que les partis opportunistes puissent invoquer comme garantie de leur valeur révolutionnaire les exécrables expériences que furent le Front Populaire et la Reconstruction Nationale, nous donne l'exacte mesure de la profonde soumission du prolétariat à l'idéologie petite bourgeoise.

Mais, même si le discours idéologique suffit encore à faire tenir tranquille la classe ouvrière, l'opportunisme doit se préparer à des temps plus difficiles. Quand, sous la pression de leurs conditions matérielles d'existence, les ouvriers

des colonies est finie ; nous sommes entrés dans l'ère, non du néo-colonialisme mais, comme nous l'apprennent Pompidou et P.C.F. réunis, dans celle de la coopération en vue de la « satisfaction des intérêts légitimes de chacun des partenaires » (comme cela se dit dans le langage stalinien devenu celui de toute la diplomatie internationale).

Il faut enfin mettre de côté les sanctifiants paragraphes sur la démocratisation des institutions et de l'administration. Pour nous, en effet, entendre les partis opportunistes traiter du « droit à l'information » ne constitue pas un signal aux indignations démocratiques que provoquent les diverses « réformes » de l'O.R.T.F. réalisées par l'U.D.R. Cela nous rappelle seulement que durant la période de 1944-47, pour casser les grèves, les journaux du P.C.F. et de la C.G.T. les passaient sous silence ou niaient ou défiguraient les faits. Nous n'oublions pas que tous ces « droits » que le Programme Commun agit à tort et à travers reposent seulement sur la force. Et que le P.C.F. est une force contre-révolutionnaire.

Tous ces éléments du programme opportuniste se retrouvent, tels quels ou accommodés à d'autres sauces, dans tous les programmes bourgeois ; cela suffirait à en démontrer le caractère typiquement bourgeois. Mais, nous l'avons déjà dit et c'est là l'essentiel, la fonction de l'opportunisme n'est pas de relayer les partis ouvertement bourgeois n'importe quand, mais d'assurer cette relève dans les moments de grave agitation sociale, alors que le prolétariat risque de détruire l'Etat bourgeois. Et c'est dans cette mesure que le Programme Commun peut apparaître différent des autres programmes de conservation sociale.

C'est donc sur les engagements qu'il prend vis-à-vis de l'Etat et des revendications ouvrières qu'il faut centrer notre critique.

Libération fut justement sa participation active à la reconstruction de l'Etat bourgeois : Thorez disant au Comité Central que le mot d'ordre du P.C.F. est : « Un seul gouvernement, une seule armée, une seule police ! » (1.7.45) ; les camarades-ministres au pouvoir dénonçant toute agitation sociale, toute grève ; le provocateur hitléro-trotskiste dénoncé dans tout ouvrier refusant l'exploitation.

Le Programme Commun d'aujourd'hui est en parfaite continuité avec l'action d'hier. L'Etat n'y est jamais décrit comme un instrument de coercition, mais y est au contraire présenté comme le plus sûr garant des libertés « collectives et individuelles ». Il s'agit simplement de « démocratiser » l'administration, de « démocratiser » la justice, de « démocratiser » l'armée, de « démocratiser » la police... Cet infect jargon ne saurait nous dissimuler la volonté nette de l'opportunisme d'écraser tous ceux qui se fixent pour objectif la destruction de l'Etat bourgeois.

C'est sur la question de l'Etat que la distinction s'est toujours faite entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires. La conduite du P.C.F. dans le passé et son programme actuel ne laissent aucun doute sur sa nature d'instrument de la contre-révolution.

diront qu'ils ne peuvent vivre de « démocratie et d'eau fraîche », la bourgeoisie devra bien leur trouver quelque chose de plus consistant à se mettre sous la dent.

Elle en a déjà fait l'expérience en 1936 quand l'agitation ouvrière se fit inquiétante. Elle se sentit alors obligée d'accorder les quarante heures, des augmentations de salaires, les congés payés et les assurances sociales ; elle alla même jusqu'à... « promettre » une réforme fiscale. En échange de ces miettes, elle obtint la résorption complète de la révolte de classe. Bien sûr, les augmentations de salaires et les autres avantages furent englouties rapidement par l'inflation et les quarante heures sacrifiées en pratique à la production pour la défense nationale (pour être ensuite abolies officiellement

pendant la période de reconstruction) ; mais cela avait suffi.

La bourgeoisie a définitivement appris la leçon et elle énumère dans le Programme Commun les « sacrifices » qu'elle saura à nouveau consentir lorsque le temps sera venu. Ce qu'elle fixe là, c'est le tribut qu'il lui faudra verser en échange de la paix sociale ; c'est surtout l'ultimatum adressé à la classe ouvrière : ça ou la répression ouverte.

Le programme économique de l'opportunisme comporte deux grands volets. D'une part les mesures générales par lesquelles il pense pouvoir éviter la crise capitaliste, assurer la prospérité économique de la nation et donc éliminer l'agitation sociale. D'autre part une série de miettes et de réformes en vue de contenir un certain temps la colère des travailleurs.

Démocratie économique : c'est de ce vocable ronflant et vide que le Programme Commun coiffe un ensemble de mesures destinées à sauvegarder l'organisation capitaliste de la société : nationalisations, gestion « démocratique » de l'entreprise, planification « démocratique », fiscalité « démocratique », prix « démocratiques », etc... « démocratique ».

L'ensemble n'a rien de nouveau : c'est encore le vieux rêve bourgeois d'un capitalisme pacifique se développant sans heurts ni crises, c'est toujours l'ancienne et accablante rengaine que le P.C.F. servait dans le passé au prolétariat, en particulier dans l'immédiat second après-guerre.

Pendant la période de Reconstruction Nationale, P.C.F. et C.G.T. développaient un programme de « rationalisation économique » qui comprenait des nationalisations. Dès cette époque, l'opportunisme déclarait que les nationalisations étaient « la conditions indispensable au relèvement industriel de la France ». Et il s'empressait de rassurer la bourgeoisie : personne ne voulait « à tour de bras exproprier, réquisitionner, socialiser ». Il s'agissait simplement de permettre à la France d'occuper sa place, celle d'une des plus grandes nations industrielles de l'Europe ». Aujourd'hui on retrouve les mêmes assurances adressées aux petits et moyens actionnaires, mais les nationalisations sont devenues l'arme destinée à « briser la domination du grand capital et mettre en œuvre une politique économique et sociale nouvelle » (p. 113).

Ayant découvert que la différence entre capitalisme et socialisme résidait dans la planification, marchant allégrement sur les traces de l'oncle Joseph et des grands frères russes, le P.C.F. propose depuis longtemps de remplacer l'anarchisme par la chasse aux profits des méchants monopoles apatrides, par la plus vertueuse planification de la course nationale à la productivité !

Même si la planification est aujourd'hui devenue « démocratique », nous nous en tiendrons encore aux faits et retournerons à la période de 1944 pour y chercher les références du P.C.F. en matière de planification. Car à cette époque déjà tel était le maître-mot du P.C.F. et de la C.G.T. dans leur propagande pour la course à la productivité ; à cette époque déjà l'opportunisme ne se contentait pas de faire respecter le programme établi par la bourgeoisie, mais entendait de plus collaborer à l'établissement du plan. La planification était alors l'appel sans cesse renouvelé aux ouvriers « à travailler avec ardeur, avec abnégation », la demande « d'accroître sans cesse leur rendement et de dépasser les plans (irrespectueux planificateurs !!!) de production prévus » et l'encouragement à la constitution « partout de comités patriotiques de production » (Frachon, leader de la C.G.T., le 27.3.45 au Comité Confédéral National). Voilà qui ne laisse aucun doute sur ce qu'entend le P.C.F. par planification : produire, produire encore, produire toujours plus ! Est-ce que la bourgeoisie a déjà donné une recette différente aux travailleurs pour assurer leur bonheur ? La bourgeoisie n'a-t-elle pas toujours dit aux ouvriers : « Plus vous produirez plus vous serez riches, car alors toute la société sera plus riche... » ?

Pour veiller à l'élaboration du plan et surtout à sa réalisation, le P.C.F. et la C.G.T. participèrent à la création de différents organes de collaboration de classes : des Comités Mixtes à la Production (réunissant directeurs et représentants des ingénieurs, des cadres et des ouvriers de l'entreprise) que Tillon (février 46) célébrait comme les « éveilleurs d'un sens de plus en plus exigeant de la responsabilité » et « l'expression du patriotisme dans le travail » ; des Conseils du Travail à l'échelle nationale, régionale et départementale et que le camarade-ministre Croizat définissait paisiblement comme les organes de collaboration entre les intéressés... travailleurs et chefs d'entreprise ! Et enfin les Comités d'Entreprise (ceux-là mêmes pour lesquels le Programme Commun prévoit un accroissement des responsabilités), grâce auxquels, selon Frachon : « Notre mouvement syndical, de simplement revendicatif, est devenu un des éléments les plus constructifs de notre pays ».

Voilà qui en dit long sur la nature de ces gens dont le but est

Les concessions

La première partie du Programme Commun nous fait, sous la rubrique « Mieux vivre, changer la vie », l'énumération des diverses miettes qui doivent, sinon permettre aux travailleurs d'accéder au bonheur parfait, du moins rendre l'esclavage salarié plus agréable.

De voir promettre dans la même page, d'une part l'abaissement de l'âge de la retraite avec augmentation substantielle de la pension et des autres avantages sociaux, et d'autre part que le « droit au travail » restera « garanti », même après l'âge de la retraite, ne peut laisser aucun doute sur la sincérité stupide du P.C.F. : son but est le maintien de l'exclavage salarié, ce but l'aveugle ; et fidèle à lui-même le P.C.F. continue d'appeler cela droit au travail. On reconnaît là des accents proprement fascistes. Et c'est loin d'être une surprise quand on se rappelle qu'en 46 les camarades-ministres (Croizat, Tillon, Marcel Paul) retrouvaient tout naturellement les accents de Pétain : « La France se sauvera par le travail » (Marcel Paul, février 46). L'opportunisme a toujours fait du travail une vertu, parlant de la dignité du travailleur de son goût pour le travail, louant son honnêteté et sa régularité au travail.

Mais si l'on veut que l'ouvrier se batte pour le « droit au travail » (lire : pour que s'éternise sa soumission au capital) il faut bien lui faire quelques promesses. Encore là met-on d'abord des mots d'ordre interclassistes : contrôle des prix, lutte contre l'inflation, etc. Pardi ! puisque l'Union de la gauche sera au pouvoir, cela va de soi, tout devient simple : inutile de lutter, il suffit de se fier à l'Etat. Nul doute que s'il le faut le P.C.F. sera prêt à aller aussi loin qu'en 46 en fondant des « comités de surveillance des prix », ou en organisant des manifestations contre les « mercantils » comme à la Villette en 46. L'opportunisme, fidèle à lui-même, préconisera toujours, à la place de la grève, les dérisoires appels à l'arbitrage de l'Etat et à l'opinion publique, les délégations et autres manifestations pacifiques.

Nous devrions peut-être féliciter le P.C.F. quand il promet de diminuer le temps de travail et d'augmenter le salaire minimum, mais nous n'en ferons rien parce que nous savons bien que c'est la fonction des partis opportunistes de rappeler à la bourgeoisie qu'un « ouvrier mal nourri ne peut avoir un rendement égal à celui qui mange à sa faim (et que) en comprenant les salaires réels, vous (c'est-à-dire les patrons, n.d.r.) abaissez infailliblement la production » (Le Peuple, 20.10.46). Voilà en quoi consiste la revendication des 1.000 francs : conserver la bête de somme tout juste en assez bon état pour produire. Et pour rassurer le bourgeois qui serait pris de panique devant « l'énormité » de cette revendication, nous lui rappellerons qu'en 1946, les opportunistes staliens avaient fixé le minimum vital à 103.000 AF ; mais compte tenu de la « situation économique » et « soucieuse de faire passer avant tout l'intérêt national » le P.C.F. et la C.G.T. réduisirent le minimum vital à un strict minimum vital de

aujourd'hui de faire renaître ces écoeuvrantes pratiques de collaboration de classe que l'on qualifie maintenant de... gestion démocratique.

Enfin, planification oblige, pour s'assurer que tout aille bien, aujourd'hui comme hier, l'opportunisme réclame, au nom de la classe ouvrière (!) « les conventions collectives ». Faut être raisonnable : comment peut-on espérer établir et respecter un plan de production si à tous moments les ouvriers sont susceptibles de se mettre en grève ?

Voilà qui est clair : la démocratie économique c'est l'enchaînement du travailleur à « son » entreprise, dont il se sent solidaire et responsable ; c'est la tentative d'exorciser la terrible affirmation du Manifeste communiste : les travailleurs n'ont à perdre que leurs chaînes ; c'est enfin l'espèce de cul-de-sac où les partis opportunistes s'emploieront à faire échouer les luttes du prolétariat. En échange de la soumission du prolétariat. Le Programme Commun demande bien sûr à la bourgeoisie de sentir quelques concessions.

84.000 AF ! Revendication qui fut d'ailleurs finalement abandonnée contre l'octroi d'une indemnité pour les salaires inférieurs à 70.000 AF. Comme le dit Marchais, les gens du P.C.F. n'ont « jamais été des adeptes du tout ou rien » (préambule au Programme Commun, page 37) !

Quant à l'actuelle revendication des 40 heures, elle est certainement plus raisonnable encore que la précédente. Surtout lorsque l'on songe que c'est là une des miettes que le Front Populaire avait accordé aux ouvriers pour sauver l'Etat bourgeois. Revendication abjecte par ailleurs quand on se rappelle que c'est le P.C.F. lui-même qui, à l'époque de la reconstruction nationale, s'était fait le champion de l'allongement de la durée du travail, de l'abolition des 40 heures. Ayant d'abord fait une place de choix au « Tableau d'Honneur Syndical » aux mineurs qui renoncèrent aux congés payés ou qui rattrapaient le jour de grève le dimanche suivant, la C.G.T. en vint (Cf. Le Peuple, 6.2.47) à affirmer, dans un style de jésuite défroqué, « que le développement de la production, condition fondamentale de la baisse des prix, nécessite la généralisation des 8 heures de travail supplémentaires aux 40 heures légales ». Le P.C.F. revendique aujourd'hui la diminution de la durée du travail sans diminution du salaire, il en demandait alors l'augmentation sans augmentation du salaire. On ne pourra pas l'accuser d'être inconstant ! Tout cela revient à dire que la bourgeoisie ne sera pas ruinée par une faible diminution de la durée du travail et surtout, que l'opportunisme saura revenir en arrière quand il le faudra.

Dans son rôle de garde-chiourme du capital, l'opportunisme a déjà fait ses preuves et les mesures qu'il proposait hier sont toujours en vigueur : outre l'allongement de la journée de travail et la liaison du salaire à la productivité, une des mesures essentielles préconisées pour accroître et rationaliser l'exploitation du prolétariat est le recrutement de nouveaux effectifs de producteurs. C'est là qu'il se tourne vers les jeunes et les femmes.

Officiellement, on promet aux jeunes la possibilité d'acquiescer une bonne formation professionnelle (division du travail oblige...), de pouvoir trouver un emploi et d'exercer des responsabilités sociales. En regard de ses promesses, il nous suffit de nous rappeler les paternelles remontrances que les responsables du P.C.F. adressaient aux jeunes dans l'immédiat second après-guerre : malheur alors à celui qui avait l'audace d'aller danser et de manquer une journée de travail ; il était dénoncé comme un paria, à cause de lui il y avait « perturbation du travail de toute une équipe » et « les habitants des villes se demandaient avec angoisse s'ils pourraient se chauffer cet hiver ». Et Frachon (Cf. Huma, 21-7-45) allait jusqu'à « souhaiter que nos organisations syndicales elles-mêmes interviennent pour que cessent certains relâchements préjudiciables surtout à la cause de la classe ouvrière. »

(Suite en page 4)

Peron : un vieil atout du capitalisme argentin

Mars 1971 : le général Lanusse, chef d'une nouvelle junta militaire, annonce que le péronisme, exclu de la vie politique depuis 1955, pourra être représenté légalement aux élections présidentielles de 1973. La grande bourgeoisie, qui tient actuellement les rênes de l'Etat par l'intermédiaire de l'Armée, est bien décidée à ne négliger aucune solution susceptible de sortir le pays de la grave crise, économique et sociale, où il est plongé depuis quelques années. Or le style politique imposé par les grands propriétaires terriens et les secteurs « droitiers » de l'Armée ne répond plus aux exigences de la crise. Les militaires ont pour fonction d'assurer la paix civile, chose que la bourgeoisie considère comme essentielle dans l'Argentine d'aujourd'hui, mais il ne suffit pas d'abattre les victimes « enrégimées » de la crise (prolétariat, étudiants, classes moyennes), bien que ce soit indispensable. Il faut aussi tenter de les convaincre en utilisant toutes les illusions de la démocratie, du réformisme ouvrier ou du fascisme. En Argentine, ces illusions ont un nom commun : le péronisme. Signe de la contre-révolution profonde que nous vivons depuis un demi-siècle, elles continuent d'imbiber de larges fractions du prolétariat argentin. Du moins ont-elles corrompu les couches d'une « aristocratie ouvrière »... encore capable de maîtriser l'élan des prolétaires radicalisés par la crise.

La grande bourgeoisie, les milieux d'affaires, ne sont pas aveugles : le mythe de la grandeur nationale, incarné dans les classes moyennes et même le prolétariat par le péronisme, peut lui être d'un grand secours pour remettre « tout le peuple » au travail et sortir de l'impasse économique. La bourgeoisie conçoit les dangers (économiques et sociaux) de l'isolement politique aux côtés des militaires. Les conservateurs attardés devront s'y faire : l'Argentine doit passer, selon les termes de Lanusse, par un « processus de normalisation institutionnelle », ce qui signifie le retour au parlementarisme avec participation péroniste. Voilà pourquoi la grande bourgeoisie n'a pas hésité à faire rentrer au pays le vieil usurpateur, le « líder » populaire : Juan Peron. Elle sait parfaitement qu'il y a 17 ans, Peron et sa clique, chargés d'ignominie, étaient expulsés d'Argentine... au milieu des éclats de rire de « tout le peuple ». Mais l'exil, la clandestinité, la crise sociale, ont estompé les aspects grotesques du péronisme. Reste la légende... réformiste et fasciste, que la bourgeoisie doit aujourd'hui utiliser sous la pression de la crise. Tels sont les éléments de l'imbroglio argentin.

La crise du capitalisme en Argentine

L'industrialisation capitaliste de l'Argentine depuis 1945 débouche sur un phénomène que les marxistes connaissent bien : le cycle de la haute et de la mauvaise conjoncture. Regardons-le évoluer : récession en 1966, démarrage en 1967, stabilisation en 1968-69, puis fléchissement en 1970-71, et enfin marasme en 1972. Aujourd'hui, l'ensemble des branches industrielles, notamment le textile, la construction et l'alimentation, sont en stagnation. Beaucoup ferment leurs portes.

L'Etat tente bien d'injecter des crédits de réanimation à cette économie en faillite, mais son budget est en déficit permanent et croissant, ce qui alimente l'inflation. L'Argentine connaît, à l'heure actuelle, l'inflation la plus forte du monde. En 1945, 1 dollar valait 4 pesos, 40 pesos en 1958, 170 pesos en 1965 et 350 en 1967. En 1967-68, les prix ont augmenté de 30 %, ainsi qu'en 1971. 1972 marque le point culminant : les prix ont augmenté de 75 % et le peso a été dévalué deux fois.

La gravité de la crise réside aussi dans le commerce extérieur déficitaire des deux dernières années (71-72), déficit provoqué par la baisse considérable de la vente des céréales d'Argentine sur le marché mondial, baisse à peine compensée par une augmentation de 66 % des exportations de viande (1972). Dans cette conjoncture, les devises ne rentrent plus, les capitaux s'évadent... Il y a aussi la dette extérieure, la plus forte d'Amérique latine (4.757 millions de dollars). Rien que pour 1972, les remboursements devaient atteindre 810 millions de dollars ! Et les caisses sont vides ! Le F.M.I. a bien autorisé un tirage spécial de 110 millions de dollars (une misère...) pour alléger le déficit de la balance des paiements, mais la Banque Mondiale hésite à risquer un liard dans le gouffre argentin. Pour la première fois de son histoire, l'Argentine n'est pas capable de

faire face à ses obligations internationales (la cessation des paiements a même été envisagée), le pays est à deux doigts de la banqueroute.

Bien entendu, les « difficultés » économiques de la bourgeoisie se traduisent en termes de survie quand on examine la situation du prolétariat argentin. Le chômage s'accroît dans les villes et les campagnes, les salariés crient famine à chaque « plan de stabilisation », les classes moyennes (pléthoriques en Argentine et touchées par l'inflation) sont prolétarisées. Dans ces conditions, les grands appareils syndicaux, qui se réclament du fascisme-réformisme de Peron et qui d'ailleurs collaborent OUVREMENT avec le pouvoir militaire, ont énormément de peine à contenir le mécontentement du prolétariat dans le cadre de la légalité. 1969 a donné le signal de la colère ouvrière avec les émeutes du centre industriel de Cordoba. Tous les autres centres ont été gagnés par la suite : Rosario, Buenos-Aires, et à nouveau Cordoba en mars 1971, où l'actuel chef du gouvernement, le général Lanusse, a ramassé ses titres de gloire dans le sang ouvrier. L'émeute s'est également propagée dans le Nord-Est, à Tucuman, avec ses plantations de canne à sucre et ses 500.000 chômeurs ruraux (la moitié du chômage rural du pays). La répression a toujours été farouche, mais à chaque fois le gouvernement a dû lâcher du lest sur les salaires. Ainsi, les dernières émeutes de San Juan - Mendoza en mars dernier, provoquées par des hausses de tarifs d'électricité, ont contraint le gouvernement à augmenter les salaires de 15 % et à remettre à plus tard les hausses. Or, le patronat l'a clairement signifié à Lanusse : si le gouvernement se permet des hausses de salaire dans la conjoncture présente, c'est la ruine de la bourgeoisie, le pays court à la faillite. Le programme écono-

mique de la bourgeoisie est univoque : économiser au maximum et attendre que la crise se résorbe. Attendre, c'est bien là le problème. Mais pour cela, il

faudrait à la bourgeoisie un appui populaire que son alliance avec l'Armée compromet. L'autocratie militaire mène à une impasse politique.

Une impasse politique

L'Armée constitue traditionnellement le facteur politique décisif en Argentine. Elle est en réalité l'agent exécutant des classes possédantes, dont l'intérêt commun est de présenter un front uni aux classes qu'elles exploitent, malgré leurs divisions et leurs rivalités internes. L'Armée a longtemps été le fief des grands propriétaires fonciers : relativement isolés au sein de la population, ils ont cependant mené la vie politique du pays en bannissant toute démocratie grâce à des putsch répétés... Le coup d'Etat militaire qui a emporté Peron en 1955 venait d'ailleurs de cette droite et le style politique qui marque l'Argentine depuis cette date porte encore la signature des « agrariens ». La bourgeoisie a toujours rêvé l'élimination de cette tutelle politique (et c'est là, comme nous le verrons, le sens de la tentative péroniste de 1945). Mais elle n'avait ni la force, ni le désir, d'organiser une lutte décidée contre les grands propriétaires... lutte qui aurait entraîné l'armement de son ennemi le plus dangereux : le prolétariat. Il ne restait donc à la bourgeoisie qu'à influencer elle-même certains secteurs de l'Armée. Voilà pourquoi l'histoire de l'Argentine se résume en une série de pronunciamientos.

Les temps changent, cependant. L'agriculture représente de nos jours tout juste 16 % du « produit intérieur brut », tandis que la production industrielle est passée de 28 % du P.I.B. en 1953 à 37 % en 1965. Cette affirmation (lente mais irrésistible) d'une bourgeoisie industrielle accompagne la ré-orientation de la politique économique de l'Impérialisme en Amérique latine depuis une quinzaine d'années. Traditionnellement, l'impérialisme pratiquait une politique d'investissements dans le secteur primaire (agricole et minier) avec l'alliance des grands propriétaires qui, d'ailleurs, livraient le marché national au libre-échange forcé de ces grands pays capitalistes (l'Angleterre dans le cas de l'Argentine), pour le plus grand chagrin des bourgeoisies nationales naissantes. Mais l'exploitation de la rente foncière dans le domaine des exportations agricoles et minières, de même que les investissements étrangers correspondants, trouvent une limite de rentabilité dans la concurrence sur le marché mondial et la baisse constante du prix des matières premières qui en résulte, d'où le dégageant de capitaux qui cher-

chent désormais un placement dans le secteur industriel. La concurrence générale des capitaux joue également dans ce sens. Ainsi, vigoureusement entraînées par les capitaux européens (spécialement ouest-allemands), les sociétés multinationales investissent depuis quinze ans en Amérique latine dans le secteur industriel EN S'ACCOUPLANT avec les capitaux nationaux, privés et publics (système des sociétés mixtes : des « joints-ventures »).

L'alliance classique de l'impérialisme et des grands propriétaires a donc vécu. Le protectionnisme des bourgeoisies nationales, encouragé par les secteurs avancés de l'impérialisme, a supplanté partout le libre-échangeisme désuet des agrariens. Il y a plus : la bourgeoisie industrielle lorgne vers la colossale rente foncière issue des exportations en vue de financer son propre décollage économique, solution recommandée par certains secteurs de l'impérialisme américain (cf. rapport Rockefeller - 1969).

Toutes ces transformations indiquent que les temps où la bourgeoisie nationale, en Argentine et ailleurs, courbait la tête devant les propriétaires fonciers, sont révolus. Bien sûr, les secteurs attardés de l'Armée constituent, particulièrement en Argentine, un obstacle à l'hégémonie bourgeoise. Mais, de coup d'Etat de « droite » en coup d'Etat de « libéral », le véritable enjeu de la vie politique est totalement négligé, à savoir : la participation des classes moyennes et du prolétariat à une politique bourgeoise. Cet enjeu est devenu essentiel pour la bourgeoisie argentine car, bien que le prolétariat ne soit pas à la veille d'une explosion révolutionnaire, son indiscipline et ses émeutes coûtent trop cher au capital. Bien entendu, la solution qui consisterait à passer le prolétariat par les armes au cas où il se révélerait trop menaçant est toujours possible (et il faut dire qu'on ne s'en est guère privé en Argentine depuis 1968 !). Mais même dans cette alternative, il est indispensable que la bourgeoisie au pouvoir élargisse son assise, son soutien populaire. Voilà le sens de la politique de Lanusse, très lié aux milieux d'affaires. Il faut donc liquider l'autocratie militaire et faire confiance aux partis politiques. Mais au fait, à quels partis ? En premier lieu, au péronisme... à un péronisme qui se traînait dans le ruisseau.

D'où vient le Péronisme ?

En pleine guerre mondiale (à partir de 1943), la bourgeoisie industrielle d'Argentine a tenté de regrouper sur un programme nationaliste et populiste l'ensemble du peuple : prolétaires et peones, chômeurs et semi-prolétaires, classes moyennes des villes, en opposition aux grands propriétaires fonciers et à l'impérialisme (notamment la Grande-Bretagne, effondrée en 1943, et dont l'Argentine, selon le mot fameux, avait été naguère « la plus belle colonie »). Comme toujours, l'initiative venait d'en haut, dans le climat social ultra-réactionnaire de la seconde guerre mondiale et dans un pays enrichi par ses livraisons agricoles aux nations en guerre. L'affaire a démarré en 1943 par un putsch d'officiers fascinés par l'œuvre de l'Axe, dont faisait partie le « colonel du peuple » : Juan Peron.

Jouant les réformistes à son secrétaire d'Etat au Travail et à la Prévoyance sociale, Peron octroyait aussitôt des hausses substantielles de salaires (rattrapées d'ailleurs par la hausse des prix immédiate), la réduction de la journée de travail et le treizième mois ! Le réformisme militaire était né en Argentine et avec lui, la légende de Peron. Le réformisme par en haut qui caractérise la présidence de Peron à partir de 1945, généralisera le système des assurances sociales, les caisses de retraite, l'assistance

On conçoit dans ces conditions l'hostilité mortelle des agrariens pour Juan Peron ! Mais, pour la bourgeoisie industrielle, c'était une bonne affaire. La rente ainsi détournée lui permettait de financer « son programme social avancé », et sa propre accumulation... tout en nourrissant une masse incroyable de parasites vivant aux crochets de l'Etat. Toute cette politique a profité de la prospérité des années 1945-50 sans laquelle elle n'aurait jamais vu le jour. Mais au lieu de rester basement pragmatique, la bourgeoisie d'Argentine s'est donnée le ridicule d'élaborer une doctrine soi-disant nouvelle « à mi-chemin du spiritualisme et de matérialisme » : le justicialisme. Quelques formules de Peron donnent le ton de cette « nouvelle idéologie » :

« La Révolution argentine n'est pas une révolution politique, mais une révolution morale et nationale... Ce que nous voulons, c'est supprimer complètement l'exploitation, quel que soit le nom derrière lequel elle se cache ». Paroles classiques du fascisme ! D'un côté, exalter la révolution, de l'autre la noyer dans la morale et la nation ! La tentative consistait évidemment à mobiliser le prolétariat, à partir d'un plat réformisme, dans la construction capitaliste du pays, d'où la phrase démagogique sur l'exploitation, l'exaltation de l'idéal fasciste de la Nation et de l'indépendance nationale : « L'Argentine, nation majeure, peut se passer de l'étranger ». Toutes ces belles paroles ne pouvaient cependant pas cacher les petits moyens de la bourgeoisie argentine, ni la fragilité de sa construction politique. De fait, la crise économique qui frappa l'Argentine à partir de 1950 sera fatale au péronisme.

Brutalement, en 1950, les exportations agricoles s'effondrent, la balance commerciale devient déficitaire, les caisses de l'Etat se vident, l'économie tout entière entre en crise. Le justicialisme révèle alors sa fonction : imposer au prolétariat le blocage puis la réduction des salaires. Et Peron de déclarer : « Nous ne pourrions atteindre le niveau de vie plus élevé que je souhaite pour tous les Argentins qu'en augmentant au préalable la production nationale... ». Cinq ans plus tôt, Peron aurait fait merveille à la tête du P.C. français ! Au demeurant, les stalinien argentins de l'époque étaient péronistes... Mais tous les efforts ne suffisaient pas à résorber la crise. Aux dires de Peron, il fallait accélérer le développement en attirant les capitaux étrangers. En 1949, Peron avait déclaré : « Je me ferais plutôt couper un bras que d'accepter un prêt étranger... ». Six mois plus tard (1950), les U.S.A. accordaient sans difficulté un prêt de 125 millions de dollars à un Etat argentin qui faisait désormais largement appel aux compagnies U.S. (notamment la Standard Oil pour l'exploitation du pétrole en Patagonie). D'ailleurs, l'anti-impérialisme d'opérette de Peron n'a jamais touché aux trois secteurs clés aux mains des compagnies étrangères : pétrole, frigorifique, électricité. L'époque péroniste marque au contraire le début d'un rapprochement avec le capitalisme U.S., rapprochement qui s'est perpétué jusqu'à nos jours.

Puis ce fut la chute lamentable de Peron (1955), après un coup d'Etat militaire de droite. Cinq années de crise économique avaient épuisé la démagogie du justicialisme et sa portée populaire. Pas un seul prolétaire ne bougera le petit doigt pour sauver Peron. Finalement, la dictature péroniste avait, lassé toutes les classes, d'autant qu'elle se révélait impuissante à sortir le pays de l'impasse économique. Le « dic-

(Suite page 4)

Correspondance :

- le prolétaire -
B. P. 266
13211 - Marseille Cédex 1

Versements :

- le prolétaire -
C.C.P. 2202-22 Marseille

Abonnements :

- le prolétaire - :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
- programme communiste - :
1 an : 15 F (150 FB)
- programme communiste -
et « le prolétaire » :
1 an : 30 F (300 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

prénom :

adresse :

- « prolétaire » : 6 mois
- « prolétaire » : 1 an
- « programme communiste »
- combiné

(rayer les mentions inutiles)

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « Lino-imp »
1, 3, 5, boulevard Schœsling
MARSEILLE (X^e)
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.

"Rouge" et les nationalisations

Dans son numéro du 2 novembre, « Rouge » consacre sa double page centrale à un article traitant du « programme commun et des nationalisations ». Le pluriel de la Ligue communiste y affirme qu'« un programme de nationalisations peut avoir un réel contenu anti-capitaliste, mais dans des conditions précises qui ne sont pas remplies par le programme commun ». « Rouge » remarque en effet que si le P.C.F. et le P.S. parlent de nationalisations, ils oublient de définir la manière dont elles se feront. La Ligue, elle, ne laisse planer aucune équivoque quant aux moyens à employer : il s'agit pour elle de « ne faire aucune concession à la bourgeoisie », aussi bien « en ce qui concerne le problème de l'indemnisation (expropriation sans rachat ni indemnité) que celui du nombre » (« Rouge » déplore notamment que le seuil minimum du P.C.F. concernant 25 groupes industriels ait été ramené à 13 par le programme commun). La seconde condition découle de la première. »

« Si l'on veut favoriser la mobilisation pour la destruction de l'Etat bourgeois et pour l'instauration de l'Etat ouvrier, c'est-à-dire de la REPUBLIQUE DES CONSEILS OUVRIERS (souligné par « Rouge »), instaurer la gestion ouvrière est une nécessité ! » Selon la thèse de la Ligue communiste, une fois dépassé un seuil minimum de nationalisations, la bourgeoisie ne manquera pas d'utiliser la violence pour résister aux « empiètements du prolétariat », et ce dernier devra être organisé pour riposter efficacement.

Notons tout d'abord la confusion mortelle faite par « Rouge » entre les conseils ouvriers et les conseils d'usine : les conseils ouvriers sont des organes politiques territoriaux par l'intermédiaire desquels s'exerce, sous la direction du parti, la dictature du prolétariat. Les conseils d'usine ont, eux, une vocation économique de gestion d'entreprise et de défense des intérêts immédiats du prolétariat. Leur existence est tout à fait compatible avec celle de l'Etat bourgeois, contrairement aux Soviets qui représentent la négation de cet Etat.

Par ailleurs, il est important de remarquer que, pour Lénine, le mot d'ordre de contrôle ouvrier sur la production par l'intermédiaire des syndicats et des conseils d'usine ne peut être avancé que dans le cadre d'une dictature démocratique des ouvriers et des paysans (après une révolution double) ayant pour tâche la destruction radicale des entraves féodales au développement du capitalisme que la bourgeoisie est incapable de mener à terme. « Notre Etat, dit Lénine en parlant de l'Etat russe de 1921, est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre, et nous devons utiliser les organisations ouvrières pour défendre les ouvriers contre leur Etat et pour que les ouvriers défendent leur Etat. » Nous expli-

quons ainsi ce paradoxe apparent dans le n° 57 de « Programme communiste » consacré au trotskysme : « Cette formulation est en pleine continuité avec la ligne de la révolution double : l'économie est capitaliste et l'Etat est dirigé par le parti communiste ; les ouvriers se défendent contre les empiètements du capital (par l'intermédiaire des syndicats et des conseils d'usines), tout en soutenant leur pouvoir politique réalisé par le parti bolchévique qui lutte pour la révolution mondiale ».

Cela, Trotsky ne l'a pas compris. Fidèle à sa thèse de la révolution permanente suivant laquelle le prolétariat russe a pris, dès la conquête du pouvoir, des mesures économiques objectivement socialistes, il réclama en 1921 la militarisation des syndicats afin que « l'œuvre pressante d'éducation socialiste » soit accomplie avec le maximum de rapidité et de discipline. Ainsi, quand on pouvait parler de contrôle ouvrier, Trotsky niait le rôle de ce dernier et dans des moments historiques où des marxistes ne peuvent pas le revendiquer, Trotsky et ses disciples, les immédiatistes de « Rouge » en particulier, en font un mot d'ordre de transition destiné à alder des ouvriers à faire le pont entre leurs revendications immédiates et leurs buts finaux. Or, « les gouvernements bourgeois n'ont jamais hésité à légaliser des comités d'usine ou des « soviets » confirmés dans des tâches gestionnaires : dans les époques d'exploitation pacifique, les bourgeois ne sont pas évidemment des défenseurs enthousiastes du contrôle ouvrier, mais ils sont prêts à se rallier à cette revendication dans des époques de tourmente sociale, parce qu'ils savent qu'elle est un frein à la révolution. » (« P.C. », n° 57.)

Venons-en maintenant à l'équation de « Rouge » : nationalisation de l'économie + gestion ouvrière (« soviets ») = socialisme, alors

que le P.C.F. ne propose qu'une « cogestion bureaucratique des fonctionnaires de l'Etat et des permanents syndicaux ». « Rouge » voit dans les conseils d'usine la garantie d'une « planification démocratique et socialiste des entreprises nationalisées ». En fait, seule la conception des moyens différencie le P.C.F. de « Rouge » : d'un côté, le refus ouvert de la violence, de l'autre, l'acceptation verbale de celle-ci (en tant qu'arme défensive et non offensive). Mais le but est le même, étatiser le Capital.

La critique d'une telle conception opportuniste du socialisme remonte aux origines du marxisme. En fait, le socialisme ne commence pas par le passage des entreprises de mains individuelles aux mains de l'Etat, mais par la destruction du Capital, donc du Salariat. Engels écrivait : « La transformation des moyens de production en propriété d'Etat ne supprime pas la qualité de capital des forces productives... Plus l'Etat fait

passer de forces productives dans sa propriété (c'est-à-dire plus il nationalise, N.D.R.), plus il devient capitaliste collectif, plus il exploite d'ouvriers ». (« Anti-Dühring »). Le 3^e congrès de la III^e Internationale condamna avec la même vigueur l'assimilation des nationalisations au socialisme. « Revendiquer la socialisation des plus importantes branches de l'industrie, c'est encore tromper les masses populaires. » C'est « détourner les ouvriers de la lutte vitale pour leurs besoins les plus immédiats, en leur faisant espérer une main-mise progressive sur les diverses industries. C'est « revenir » ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire ».

Rappelons que Trotsky avançait comme mot d'ordre de transition « l'expropriation de certaines branches d'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale, ou de certains groupes de la

bourgeoisie les plus parasitaires ». Les nationalisations ne sont donc pas seulement un but pour Trotsky, mais également un moyen, un mot d'ordre de transition. Ici, dans ce second cas, la bourgeoisie exploite ouvertement les ouvriers, dans le premier ils s'exploitent eux-mêmes par l'intermédiaire d'un gouvernement ouvrier : la nature des rapports de production ne change pas, le salariat, dont « Rouge » ne souffle pas un mot, subsiste, et donc la nature de l'Etat ne varie pas. Il reste l'instrument de la dictature du capital sur la classe ouvrière.

Les communistes n'ont pas à préférer une planification démocratique du capital à une planification bureaucratique du même capital. Le socialisme commence, nous le répétons, par la destruction du capital. Pour y parvenir, le prolétariat doit briser la machine d'Etat bourgeois et établir sa propre dictature, qui seule permettra de détruire les rapports de production capitalistes.

Peron : un vieil atout du capitalisme argentin

(Suite de la page 3)

tateur populaire » prit alors la route de l'exil... dans l'allégresse générale. Peron était un mort politique, totalement corrompu et discrédité. Pourtant, le retour en force des conservateurs dans la

vie politique à partir de 1955 allait soulever plus de problèmes qu'il ne devait en résoudre. Et la tentative péroniste d'asseoir le pouvoir politique de la bourgeoisie sur une large base populaire hante toujours le cerveau des bourgeois éclairés d'Argentine.

Peron est mort... Vive Peron !

La chute de Peron remettait le pouvoir aux militaires conservateurs, aux grands propriétaires. Leur influence politique s'est exercée jusqu'à ces derniers temps par l'interdiction formelle de toute expression du mouvement péroniste. Cela signifiait que la démocratie (pour tant réclamée par la bourgeoisie) serait bannie de la vie politique jusqu'à nouvel ordre. Une fois de plus, la bourgeoisie marchait à la remorque des conservateurs. Quant au péronisme, totalement discrédité par dix années de pouvoir, il avait besoin de la clandestinité et des difficultés économiques accrues de l'Argentine pour se refaire une virginité populiste. L'expérience a réussi, puisqu'on estime que 25 % du corps électoral « vote » « péroniste ». Les militaires au pouvoir ont donc affronté la contradiction suivante : garantir la démocratie réclamée par la bourgeoisie tout en interdisant l'expression politique du quart de l'électorat argentin... Problème insoluble !

La bourgeoisie a tenté un compromis entre l'Armée conservatrice et le péronisme. Frondizi, représentant les milieux d'affaires liés aux U.S.A., a été élu à la présidence de la République en 1958, grâce aux suffrages péronistes. Il avait même promis des postes de confiance aux péronistes « modérés ». Résultat : sa politique a mécontenté tout le monde. Du côté ouvrier, il devait imposer l'austérité, les bas salaires, le rationnement même (deux jours sans « beef » par semaine... alors que sous Peron tous mangeaient de la viande !). Il licençait aussi du jour au lendemain 200.000 fonctionnaires inutiles, hérités du péronisme, et il s'efforçait de rentabiliser les entreprises nationalisées (chemins de fer surtout), fût-ce par leur « dénationalisation ». Le tout accompagné d'appels massifs aux investissements étrangers (européens, italiens, U.S.A.). Dans ces conditions, comment conserver l'al-

liance du péronisme sans rompre ouvertement avec l'Armée ? Le maintien du statu quo militaire poussait alors à une Union des gauches regroupant les rejets les plus monstrueux du mouvement ouvrier : péronistes, castristes et représentants de la « gauche traditionnelle » : P.C.A. et P.S.A. Les élections générales de 1962 furent un succès total pour l'Union des gauches (35 % des voix)... en fait déguisement du péronisme... qui remportait cinq postes de gouverneur sur les neuf à pourvoir. Furieux, les militaires annulaient les élections et déposaient Frondizi. Naturellement, la politique du bâton ne pouvait pas résoudre le problème et on assiste en 1965 à un nouveau « raz de marée » péroniste aux élections sous l'étiquette significative d'Union Populaire. Encore une fois les secteurs droitières de l'Armée, notamment la Marine, ont annulé les élections. Mais déjà, deux blocs se délimitaient dans l'Armée à l'image des fractions politiques : le bloc conservateur, qui prendra directement le pouvoir en 1966 et proscriera toute vie parlementaire et tous les partis politiques ; le corps des jeunes officiers et des sous-officiers, beaucoup plus libéraux. Le poids des conservateurs, qui fait de l'Argentine le pays le plus à droite d'Amérique latine, ne peut cependant pas se maintenir par la seule vertu des armes. Le plan ambitieux de « gouvernement militaire de 10 ans » prôné en 1966 par des généraux en délire aboutit à un fiasco total en 1972. La bourgeoisie a bien compris le problème et elle a désormais acquis suffisamment d'influence dans l'armée (l'expérience Lanusse le montre) pour envisager l'intégration de tout le peuple dans la vie politique. Dans cette œuvre, elle compte sur l'audience ouvrière non négligeable du péronisme pour apaiser un climat social tendu par la crise et demander un effort supplémentaire au prolétariat. Infamies d'une triste époque !

aussi s'adapter, et ici la chose lui est facile, à la situation de la petite-bourgeoisie déchue par la crise.

Peron lui-même louvoie entre les tendances de ses admirateurs, entre le péronisme légaliste de la C.G.T. et le péronisme à démagogie révolutionnaire, d'autant plus que le « climat social » se détériore et qu'il faut combiner toutes les tendances pour désamorcer la crise. C'est ainsi que Peron joue les jacobins quand il déclare en janvier 1972 : « Lorsqu'un citoyen a perdu toute garantie, alors surgit la nécessité d'appliquer la loi de la jungle, dans laquelle chacun doit s'armer et se préparer à défendre sa propre intégrité... ». A propos de la répression des émeutes ouvrières il parlait de « terreur blanche » tout en accusant le gouvernement militaire de « ne rien faire (!) » pour mettre fin « aux troubles et à la délinquance généralisés ». Le péronisme navigue entre la provocation et la négociation. Tant qu'il est resté dans l'opposition clandestine, il n'avait pas d'autre voie. Mais depuis un an, la bourgeoisie lui a demandé clairement de choisir et Peron, serviteur fidèle, a accepté la négociation.

Alors, le 15 février 1972, il apaise ses troupes, rappelle au calme ses « guerrilleros » et propose la formation d'un Front civique de libération nationale où se retrouveraient toutes « les forces populaires et nationales », ce qui est le prolongement direct de la politique de « réconciliation nationale » avancée par la bourgeoisie et le général Lanusse. Fait significatif, Peron rencontre Frondizi en mars et déclare intégrer les militaires eux-mêmes dans le Front national ! Décidément, le péronisme n'est pas sectaire ! Il remplit sa fonction d'unification de la bourgeoisie par-delà les intérêts particuliers. Il est vrai qu'il doit affronter une situation nouvelle... et qui lui convient assez peu, à savoir : remettre en marche un capitalisme en crise. En 1945, il s'agissait d'émanciper la bourgeoisie, de regrouper le prolétariat sur un programme réformiste-fasciste... dans une époque de prospérité. La première crise a été fatale au mouvement ! Aujourd'hui, rien ne va plus en Argentine. Toute hausse de salaires est intolérable pour la bourgeoisie. Dans ce contexte, les rêves d'équité, de prospérité, du justicialisme sont du vent. Alors, Peron est obligé de rompre avec « ses gauchistes », ce qu'il fait durant l'été dernier, et de prêcher la prudence et la sagesse ! Le félin s'est déguisé en agneau ! Aucun bourgeois, de « droite » ou de « gauche », ne peut faire de miracles aujourd'hui en Argentine. Le seul miracle qui soit demandé au péronisme, c'est de remettre le prolétariat au travail, de contenter les chômeurs par des phrases ronflantes sur la patrie, bref de rééditer une parodie de fascisme.

Gageons que le prolétariat argentin saura apprécier à sa juste valeur le rôle pourri des brebis galeuses péronistes.

Les promesses du programme commun

(Suite de la page 2)

Nous voyons ce que le Programme Commun envisage quand il parle de « favoriser l'exercice par les jeunes de leurs responsabilités dans la société » (p. 99). Pour l'opportuniste la « jeunesse » n'a pas de devoirs de classe, mais des responsabilités sociales. Elle est avant tout un réservoir de force de travail et partage cette caractéristique avec la main-d'œuvre féminine pour laquelle le Programme Commun préconise le même sort.

C'est ce qu'envisageait déjà Thorez dans son discours à Wazières le 21-7-45, quand il soulignait qu'il fallait « briser avec les préjugés, avec les habitudes et qu'il serait préférable de faire travailler à la mine les jeunes filles plutôt que les envoyer comme servantes à Lille et à Paris ». En quoi il était appuyé par la C.G.T. dont le leader Frachon dénonçait « l'hypocrisie de

la théorie de la « femme au foyer » donnant « comme tâche urgente aux syndicats d'obtenir la création de crèches et pouponnières permettant aux femmes, tout en étant mères, de prendre la part qui » il leur revient dans la vie de la Nation » (Huma. 21-10-45). Pour ces gens « la main-d'œuvre féminine est un réservoir inépuisable de forces nouvelles » (Frachon 6-9-45) et rien de plus.

Mettre les jeunes et les femmes au travail, contrôler le nombre de travailleurs immigrés (malheureusement il n'y a plus de prisonniers de guerre allemands à mettre au travail pour « tirer toutes les conclusions de sa (celle du peuple allemand, ndr) complicité avec la barbarie la plus féroce » (Cf. Duclos dans son rapport au C.C. du 2-9-45), tel est le Programme Commun. Abolition du salariat ? Non : extension du salariat !

Socialiste ou pas socialiste ?

En 1936, Thorez, « pour assurer l'avenir du pays », demandait la réconciliation des Français en appelant à « l'union de la Nation française contre les 200 familles qui l'exploitent ». A la libération l'heure n'était pas à revendiquer, mais à retrousser les manches pour se construire la Nation détruite. Doit-on alors croire qu'enfin le temps est venu de se battre pour le socialisme, que le Programme Commun est un programme socialiste ?

Eh bien non ! M. Marchais, dans un long préambule, nous explique clairement qu'il s'agit simplement d'un programme en vue d'instaurer un système de démocratie avancée qui « constituerait une forme de transition vers le socialisme » (p. 39). Il y a longtemps que nous

n'attendons plus de programme socialiste de ce parti qui court sans arrêt après des « formes de transition au socialisme ». Son but n'est que d'être l'avant-garde d'une coalition où il côtoie de vieux partis bourgeois décrépis.

Dans la mesure où il se réclame encore du socialisme c'est pour en faire une utopie réactionnaire. Le P.C.F. peut bien courir après ses chimères, les immédiatistes trotskistes peuvent bien envisager un soutien critique à leur idole opportuniste, nous restons fidèles, quant à nous, à la méthode dialectique ; et, tirant les leçons de l'histoire, nous n'espérons aucun heureux effet d'un « gouvernement ouvrier » dont le seul objectif ne pourrait être que la conservation sociale.

Fonctions actuelles du Péronisme

Apparemment, le mouvement péroniste est loin d'être monolithique. A côté de la C.G.T. traditionnellement péroniste qui rassemble le gros du prolétariat et qui collabore ouvertement avec les militaires, on trouve depuis 1968 la C.G.T. rebelle, hostile aux militaires, avec des slogans radicaux : « Ni putsch, ni élections... révolution ! ». Le péronisme de gauche regroupe des trotskystes en perte, des castristes qui croient encore en la « guérilla pour la guérilla », voire des grou-

pes armés (trotskystes et surtout fascistes). Apparemment, il n'y a pas un, mais des péronismes. En fait, tous ces groupes qui se réclament du l'ider et de sa pensée incarnent des fonctions complémentaires : le langage radical des uns contraste avec le pacifisme apparent des autres, mais il doit s'adapter au langage radical des couches exaspérées du prolétariat sans aucune expression politique autonome, afin de les ramener dans les eaux troubles du réformisme ou du fascisme. Il doit